



## ARRÊTÉ

Vente au déballage – Jouets et vêtements d'occasion  
APEL Ecole Jean-Albert BESSIERE  
13 rue Guyenne  
Le dimanche 29 septembre 2024

N° AG 2024- 1157

Le Maire de la Ville de Rodez,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

Vu le Code du commerce, notamment les articles L. 310-2, L. 310-8 et L. 310-9,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal sanctionnant par une amende de première classe toute violation d'une interdiction ou le manquement aux obligations édictées par un arrêté de police,

Vu le décret n°2009-16 du 7 janvier 2009 relatif aux ventes au déballage et pris en application de l'article L. 310-2 du code du commerce,

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2009 relatif à la déclaration préalable des ventes au déballage devant être adressée au maire de la commune d'implantation de la braderie,

Vu la demande formulée le 29 août 2024, et adressée à la Ville par Monsieur MONIER-BOISSONNADE Kévin pour l'association des parents d'élèves de l'école Jean-Albert BESSIERE,

Considérant que cette autorisation ne peut être donnée que sous réserve du respect des règles en matière de tranquillité, salubrité et sécurité publiques et que l'ordre public soit en tout état de cause préservé,

### Arrête

**Article 1** - La vente au déballage dite « Vide ta chambre », organisée par l'association des parents d'élèves de l'école Jean-Albert BESSIERE domiciliée 13 Rue Guyenne est autorisée le dimanche 29 septembre 2024, de 09h00 à 18h00, dans la cour de l'école, sous réserve du respect de l'ordre public.

**Article 2** - L'association des parents d'élèves de l'école Jean-Albert BESSIERE mettra en œuvre toutes les diligences nécessaires afin de préserver l'ordre public. Dans le cas contraire, cette autorisation sera retirée à tout moment.

**Article 3** - La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur Le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

**Article 4**- Le Directeur Général des Services Communaux et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.  
Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Aveyron et à Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

Rodez, le 4 septembre 2024

Le Maire certifie exécutoire le présent arrêté  
Transmis en Préfecture le 16 septembre 2024  
Publié le 16 septembre 2024

Le Maire,  
Pour le Maire,  
L'Adjointe Déléguée,  
Signé : Monique BULTÉL-HÉRMEN  
Acte dématérialisé